

TOUS LES PARTIS OU PRESQUE SONT PARTANTS POUR LES PROCHAINES LÉGISLATIVES

Mais qui pourra réellement participer ?

*Ils sont pratiquement tous partants pour les prochaines élections législatives, dans l'attente que le FFS, le FJD et le parti des Avant-gardes des libertés se prononcent. Mais combien seront-ils, ces partis, à pouvoir y participer ? À essayer l'ensemble des circonscriptions électtorales au vu des conditions qu'impose le nouveau code électoral ?*

Mohamed Kebci - Alger

(Le Soir) - Un code électoral qui, dans son article 73 qui avait soulevé, faut-il le rappeler, le courroux de l'opposition parlementaire lors de son passage en plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), impose aux partis désireux de candidater aux prochaines élections de vérifier une des conditions suivantes: soit avoir obtenu 4% des suffrages exprimés lors des élections législatives précédentes dans la circonscription électorale dans laquelle la candidature est présentée ou avoir au moins, dix élus au niveau des Assemblées populaires

locales de la wilaya concernée. Et à défaut de vérifier les deux conditions à la fois, les partis sont contraints d'appuyer leurs listes de candidatures par 250 signatures d'électeurs pour chaque siège à pourvoir.

De ce fait, et au vu des résultats ayant sanctionné les élections législatives de mai 2012, seul le duo FLN-RND est assuré de pouvoir être présent dans toutes les circonscriptions électtorales lors des prochaines élections législatives. Ceci puisque le seul parti à pouvoir leur disputer cette couverture totale est le MSP, mais ce dernier étant

contraint à la collecte des fameux paraphe des électeurs, le parti ayant pris part aux dernières législatives et locales de 2012 dans le cadre de l'Alliance de l'Algérie verte (AAV), cas d'alliance que ledit article 73 du code électoral n'évoque pas.

Cela dit, du côté du parti que préside Abderezzak Mokri, on ne se fait pas trop de soucis à ce sujet puisque l'on soutient que le mouvement est suffisamment implanté dans le moindre recoin du pays pour être présent dans toutes les circonscriptions électtorales.

Derrière ce trio qui a longtemps constitué la défunte Alliance présidentielle, pointe son nez le MPA. Exempt, en effet, d'accompagner ses listes électtorales des fameuses signatures d'électeurs puisque remplissant notamment la condition des dix élus par circonscription électorale au

niveau de 42 wilayas, il ne reste au parti que dirige Amara Benyounès, qui comptabilise plus de 1 600 élus locaux à l'issue des élections locales de novembre 2012, faisant de lui la troisième force politique du pays, qu'à boucler la boucle en présentant des listes dans les six wilayas restantes à modestes corps électoraux. Il y a également le PT que la fameuse disposition du code électoral (article 73) n'incommoder pas outre mesure. Selon Djelloul Djoudi, membre de la direction du parti, il n'y a que quelques wilayas où le parti ne remplit pas les conditions dudit article tant controversé et le PT y présentera bel et bien des listes des candidats sans aucun souci majeur en termes de capacités à collecter les signatures d'électeurs exigées. Ce qui ferait du PT le quatrième parti à pouvoir «ratisser» l'ensemble des

wilayas du pays à l'occasion des prochaines législatives. Plus loin, pointe l'Alliance nationale républicaine (ANR) qui, en plus des 15 wilayas où le parti présentera des candidatures sans la contrainte des signatures, ambitionne de présenter des listes dans une vingtaine d'autres wilayas.

Arrive derrière le RCD qui, exempt des fameuses signatures au niveau d'une dizaine de wilayas, ne compte pas enfreindre la règle qui a été la sienne depuis qu'il a eu à participer aux élections. En effet, le

parti prendrait part au niveau d'une vingtaine de wilayas avec la perspective d'une plus large participation aux prochaines élections locales devant intervenir en novembre 2017, pour laisser le temps qu'il faut aux structures locales en cours de remise sur les rails et de redynamisation pour s'y préparer en conséquence.

Pour le reste de ces petits partis, la mission sera délicate, voire impossible, certains se contenteront de candidatures disparates.

M. K.

ILS SONT SORTIS DANS LA RUE

Pari réussi pour les syndicats autonomes

*Pari réussi pour l'Intersyndicale. Elle a réussi à passer à une action de rue hier et braver les forces de l'ordre pour tenir un rassemblement à Alger. Les syndicats autonomes, empêchés de rejoindre le siège de l'APN, ont été rejoints par les groupes parlementaires du PT et de l'Alliance verte à proximité de la Grande-Poste, où le sit-in s'est finalement tenu.*

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - La capitale était quadrillée hier aux premières heures de la matinée. Un important dispositif sécuritaire a été déployé et des barrages dressés pour fermer tous les axes menant vers le boulevard Zighoud-Youcef, où est située l'Assemblée populaire nationale et où l'Intersyndicale a annoncé la tenue d'un rassemblement pour protester contre la réforme de la loi du travail. Les forces de l'ordre ont bouclé aussi la gare routière du Caroubier pour empêcher les manifestants et les syndicalistes venant des autres wilayas du pays de rejoindre le centre-ville, paralysant ainsi la circulation sur tout l'axe routier de l'est d'Alger.

Des citoyens ont été contraints de descendre des bus et prendre le tramway et le métro pour rallier le centre-ville et leurs lieux de travail. De simples citoyens ont été même interpellés ou fouillés à proximité de la gare du Caroubier. A 10h, devant le siège de l'APN, où le ministre du Travail présentait en plénière le nouveau projet de loi du code du travail, la place était déjà quadrillée par un nombre impressionnant de policiers. L'endroit était interdit aux piétons. Seuls les journalistes ont eu droit d'y accéder.

Aux environs de 10h30, les groupes parlementaires du PT et de l'Alliance verte sont sortis du siège de l'APN pour rejoindre les journalistes qui attendaient dehors l'arrivée des syndicats. Peine perdue, aucun syndicaliste n'a réussi à rallier le lieu du rassemblement. Le groupe de journalistes et les parlementaires, apprenant que les syndicats étaient un peu plus loin et empêchés de rejoindre les lieux, ont décidé de marcher jusqu'au jardin Khemisti, à proximité de la Grande-Poste.

Un groupe de manifestants, à sa tête Meziane Meriane, Sadek Dzeri, Lyes Merabet, et les autres présidents de syndicats, a réussi à rejoindre le jardin Khemisti, scandant des slogans contre le nouveau code du travail et la suppression de la retraite anticipée.

Les forces de l'ordre et anti-émeutes et des agents en civil ont réussi à boucler le périmètre et interdire aux manifestants d'avancer. Leur nombre important était difficile à cerner. Le rassemblement s'est tenu sur place avant que les forces de sécurité ne procèdent à plusieurs arrestations. Idir Achour, porte-parole du Conseil des lycées d'Algérie (CLA) était l'un des syndicalistes interpellés à la première heure avant d'être déposés à la gare du Caroubier, où un autre rassemblement était, d'ailleurs, improvisé par les manifestants qui n'ont pas pu prendre part au rassemblement de la Grande-Poste, selon les déclarations du coordonnateur de l'Unpef qui a souligné que 25 bus ont été bloqués à l'intérieur de la gare routière. La répression policière n'a rien entamé de la détermination de l'Intersyndicale.

Lors d'un point de presse, les syndicats autonomes, tout en dénonçant l'oppression, ont réaffirmé leur volonté d'aller jusqu'au bout de leur démarche. «L'Intersyndicale est plus que jamais déterminée à aller de l'avant et durcir son mouvement pour protéger les acquis sociaux des travailleurs», ont déclaré les membres des syndicats autonomes. Ces derniers vont poursuivre leur mouvement de grève aujourd'hui et demain. Ils se réuniront dans une semaine pour décider de leur prochaine action qui risque de se radicaliser en absence de dialogue avec les pouvoirs publics.

S. A.

LE PROJET DE LOI SUR LA RETRAITE EN DÉBAT À L'APN

La majorité applaudit, l'opposition dénonce

*Les travées de l'Assemblée populaire nationale (APN), occupées par des députés de la majorité (FLN, RND), étaient sourdes aux cris de colère de syndicats autonomes qui protestaient à quelques encablures de là (esplanade de la Grande-Poste) contre le projet de loi sur la retraite soumis à examen au niveau de la plénière, en présence du président de l'APN, Larbi Ould Khelifa, et du ministre du Travail et de la Sécurité sociale Mohamed El Ghazi, initiateur de ce projet de loi très controversé.*

Younès Djama - Alger

(Le Soir) - Si les députés de la majorité ont applaudi au nouveau texte, ceux de l'opposition ont, eux, dénoncé un coup de force et prévenu contre cette dérive sur les acquis sociaux des travailleurs dont ce texte n'en est qu'un prélude. «Il s'agit d'un passage en force, depuis que le projet de loi nous est parvenu au niveau de la Commission de la santé et des affaires sociales de l'APN, la commission n'a pas pu faire son travail, et elle a été dissoute de fait, parce qu'on n'a tout simplement pas étudié la loi», dénonce avec véhémence Nadia Chouitem, députée du Parti des travailleurs (PT) et membre de ladite commission. «Le texte se retrouve au niveau de la plénière sans discussion comme la loi le prévoit, sinon à quoi bon installer des commissions si c'est pour les ignorer ? Nous sommes devant un passage en force : lundi et mardi, il y aura deux plénières et le mercredi c'est le vote, c'est une précipitation sans précédent, la commission ne devrait pas travailler en parallèle avec la plénière, or, c'est ce qui est en train de se produire», s'emporte

Nadia Chouitem. Au PT, on promet de faire des amendements durant la plénière, tout en appelant à ce que le gouvernement retire cette loi et ouvre «un vrai débat de fond» sur les systèmes de la Sécurité sociale et des retraites. La députée déplore la sourde oreille opposée par le gouvernement aux travailleurs qui protestent contre la suppression d'un acquis social majeur, celui de la retraite anticipée. «Les travailleurs ont une force de proposition et posent des problèmes de fond, de son côté, le gouvernement ne règle pas le problème, il est plutôt en train de le contourner, car même avec cette loi ou d'autres qui lui ressemblent, le mal reste profond», souligne la députée.

Reprenant dans le même sens, Ramdane Taâzibt du groupe parlementaire du PT se dit consterné par ce projet de loi présenté à l'APN. Il n'arrive pas à s'expliquer ce qui se passe d'autant que, dit-il, «il y a des millions de travailleurs qui sont contre la suppression de la retraite anticipée et ils l'ont exprimé par des grèves et des manifestations, non seulement les syndicats autonomes mais aussi au sein même de l'UGTA car on n'oublie de

dire que la base syndicale de l'UGTA est contre cette suppression», notera M. Taâzibt qui déplore l'absence de dialogue autour de la question surtout que la Commission de la santé et des affaires sociales de l'APN n'a pas daigné recevoir les syndicats autonomes en plus du fait que ses membres n'ont pas travaillé dans la sérénité, une situation qui découle, en fait, de la volonté du gouvernement de faire passer en force ce projet de loi sur la retraite. Pour sa part, Youssef Khababa, député de l'Alliance de l'Algérie verte (AAV), a dénoncé le coup de force opéré, selon lui, par le ministre du Travail en présentant devant la plénière un «texte qui n'a rien à voir» avec celui soumis à la Commission de la santé et des affaires sociales de l'APN. Il s'agit, et c'est l'avis développé par son collègue du FJD de Djaballah, Lakhdar Benkhalaf, d'un rapport «truqué», avant de souligner que le ministre du Travail «veut à tout prix faire passer le texte» au mépris des règlements. «Même avec une majorité absolue (le gouvernement, ndlr) on ne veut pas de la voix de l'opposition», s'écrit Khababa.

Pour de nombreux députés, les arguments avancés par le gouvernement en vue d'amender la loi sur la retraite ne sont pas convaincants surtout que des alternatives existent pour remettre à niveau le déséquilibre de la Caisse de retraite, argument avancé par le gouvernement pour justifier ce choix.

Selon le député indépen-

dant Habib Zeggad, le gouvernement aurait été mieux avisé de chercher à récupérer les 9 900 milliards de DA d'impôts non recouverts, ou encore les 1 000 milliards de DA de droits de douane qui ne sont pas payés. Il demande aussi de voir du côté des 5 millions de salariés non déclarés à la Sécurité sociale qui représentent des manques à gagner qu'il aurait été judicieux d'aller récupérer avant de s'attaquer à l'acquis social de la retraite anticipée et la retraite proportionnelle. Et ce, tout en dénonçant la création de deux caisses de retraite l'une pour les «indigènes» (entendre par là les couches démunies) et le fonds de retraite spécialement dédié aux hauts fonctionnaires.

De nombreux députés ont regretté que les autorités aient empêché, à coups de renforts policiers, les syndicats d'exprimer leur opposition à ce texte. C'est dans ce sens qu'est allé le chef du groupe parlementaire du Front des forces socialistes (FFS), Chafaâ Bouaïche, qui qualifie de «honte» le fait que des députés examinent un projet de loi «alors même que l'hémicycle est encerclé par un impressionnant dispositif policier» ; avant d'accuser les députés de la majorité, qui ont salué le projet de loi, de ne pas représenter le peuple. Le député du FFS dénonce aussi l'annulation de la conférence thématique sur la retraite, programmée pour hier mais qui a été annulée par le bureau de l'Assemblée.

Y. D.